

Après la faillite de Take Eat Easy, le scandale Foodora ?

9 août 2018

Après la faillite de Take Eat Easy, le scandale Foodora ?

La saison estivale est une nouvelle fois porteuse de mauvais augures pour les livreurs de la Foodtech. Après la faillite de Take Eat Easy en juillet 2016, le passage en force à la tarification à la course par Deliveroo en 2017, nous apprenons par la presse que Foodora est à vendre et souhaite se retirer du marché français.

Les syndicats et collectifs signataires :

1/ Demandent à la société Foodora de confirmer qu'elle est en mesure de payer le mois en cours à tous les coursiers ayant travaillé pour elle. Et donc de ne pas se fier à un « acte de flouterie » (le fait de se faire servir tout en sachant être dans l'incapacité de payer) comme feu sa concurrente belge.

2/ Invitent les éventuels repreneurs à faire connaître leurs projets. Nous posons comme conditions à un rachat le maintien de tous les emplois à des conditions au minimum équivalentes, et non pas la simple acquisition de la technologie et de la base de données clients. Nous entendons parler d'un rachat par AMREST, or Delivery Hero a mis 31 millions dans GLOVO ; GLOVO a aussi beaucoup de fond qui lui viennent de AMREST ; AMREST a pris 31 % des parts de Delivery Hero-Pologne. Quel serait le but de la manœuvre ?

3/ Demandent à Foodora de préciser jusqu'à quand elle est en mesure de fournir de l'activité aux coursiers. Pour nombre d'entre eux il s'agit de la seule source de revenu. Les loyers n'attendent pas ! Embourbée dans des conflits avec ses travailleurs, Foodora a déjà annoncé se retirer d'Australie le 20 août. Mais aucune information n'a jusqu'à présent circulé sur ses activités en France. Nous demandons à Foodora d'agir de manière responsable. 1500 coursiers peuvent se retrouver sur le carreau d'ici moins de 15 jours.

4/ Alertent les pouvoirs publics sur une situation où, malgré une croissance de 60% de ses revenus au premier semestre, un groupe risque de stopper ses activités parce qu'il n'est pas le numéro 1 du marché ! Une telle stratégie appliquée à toutes les sphères de l'économie serait pour le moins mortifère en termes d'emplois ! Monsieur le député Taché, vous qui avez préparé un amendement avec, entre autres, Foodora ; pensez-vous réellement que ce scandale reflète le respect de la Foodtech envers ses travailleurs ? Ce respect qui est à la base de votre amendement. Pensez-vous qu'une charte non contraignante pourrait aider ces 1500 coursiers ?

Communiqué signé le 09/08/2018 par :

Les Bikers Nantais
CNT-Solidarité ouvrière
Fédération CGT Commerce et Services
Fédération SUD Commerce et Services
Le Collectif des Livreurs Autonomes de Paris (CLAP)
Syndicat CGT des Coursiers à vélo de la Gironde

Contact Presse : Arthur Hay 06 51 20 08 76



Après la faillite de Take Eat Easy, le scandale Foodora ?

La saison estivale est une nouvelle fois porteuse de mauvais augures pour les livreurs de la Foodtech. Après la faillite de Take Eat Easy en juillet 2016, le passage en force à la tarification à la course par Deliveroo en 2017, nous apprenons par la presse que Foodora est à vendre et souhaite se retirer du marché français.

Les syndicats et collectifs signataires :

1/ Demandent à la société Foodora de confirmer qu'elle est en mesure de payer le mois en cours à tous les coursiers ayant travaillé pour elle. Et donc de ne pas se livrer à un « acte de flouterie » (le fait de se faire servir tout en sachant être dans l'incapacité de payer) comme feu sa concurrente belge.

2/ Invitent les éventuels repreneurs à faire connaître leurs projets. Nous posons comme conditions à un rachat le maintien de tous les emplois à des conditions au minimum équivalentes, et non pas la simple acquisition de la technologie et de la base de données clients. Nous entendons parler d'un rachat par AMREST, or Deliveroo a mis 31 millions dans GLOVO ; GLOVO a aussi beaucoup de fond qui lui viennent de AMREST ; AMREST a pris 31 % des parts de Deliveroo-Pologne. Quel serait le but de la manœuvre ?

3/ Demandent à Foodora de préciser jusqu'à quand elle est en mesure de fournir de l'activité aux coursiers. Pour nombre d'entre eux il s'agit de la seule source de revenu. Les loyers n'attendent pas ! Embourbée dans des conflits avec ses travailleurs, Foodora a déjà annoncé se retirer d'Australie le 20 août. Mais aucune information n'a jusque là circulé sur ses activités en France. Nous demandons à Foodora d'agir de manière responsable. 1500 coursiers peuvent se retrouver sur le carreau d'ici moins de 15 jours.

4/ Alertent les pouvoirs publics sur une situation où, malgré une croissance de 60% de ses revenus au premier semestre, un groupe risque de stopper ses activités parce qu'il n'est pas le numéro 1 du marché ! Une telle stratégie appliquée à toutes les sphères de l'économie serait pour le moins mortifère en termes d'emplois ! Monsieur le député Taché, vous qui avez préparé un amendement avec, entre autres, Foodora : pensez-vous réellement que ce scandale reflète le respect de la Foodtech envers ses travailleurs ? Ce respect qui est à la base de votre amendement. Pensez-vous qu'une charte non contraignante pourrait aider ces 1500 coursiers ?

Communiqué signé le 09/08/2018 par :

Les Bikers Nantais
CNT-Solidarité ouvrière
Fédération CGT Commerce et Services
Fédération SUD Commerce et Services
Le Collectif des Livreurs Autonomes de Paris (CLAP)
Syndicat CGT des Coursiers à vélo de la Gironde

Contact Presse : Arthur Hay 06 51 20 08 76



- Emplacement : [ré-agir ensemble](#) > [Mobilisations et actualités](#) > [Actualités](#) >
- Adresse de cet article : <https://solidaires.org/Apres-la-faillite-de-Take-Eat-Easy-le-scandale-Foodora>